

## Espoir de dialogue au Honduras: le secrétaire général de l'OEA est arrivé

**TEGUCIGALPA (AFP) - La perspective d'un début de dialogue au Honduras s'est confirmée vendredi avec l'arrivée à Tegucigalpa du secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), José Miguel Insulza.**



© AtlasVista  
Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), José Miguel Insulza (D), à son arrivée à l'aéroport de Tegucigalpa le 3 juillet 2009 (© AFP - Denis Montenegro)

M. Insulza, arrivé vers 13h00 (19h00 GMT) à bord d'un avion militaire brésilien, ne vient toutefois pas "pour négocier" mais pour "réinstaller le président José Manuel Zelaya comme premier magistrat de cette nation", avait précisé l'OEA, qui avait menacé mercredi d'exclure le Honduras de ses rangs si le président destitué n'était pas rétabli "dans les 72 heures".

A l'aéroport, M. Insulza est monté immédiatement en voiture, évitant de passer devant le peloton de l'armée mis en place par les nouvelles autorités pour lui rendre les honneurs.

M. Insulza a rencontré ensuite les autorités judiciaires du pays, avant une réunion avec la conférence épiscopale nationale.

M. Zelaya, au pouvoir depuis janvier 2006, a été destitué dimanche, après avoir été arrêté par des militaires et expulsé du pays, pour avoir tenté d'organiser une consultation populaire sur la possibilité de briguer un second mandat présidentiel, une démarche jugée illégale par la Cour suprême.

Le chef de l'Etat désigné après la destitution de M. Zelaya, Roberto Micheletti, a déclaré jeudi n'avoir "aucune objection" à une élection présidentielle

anticipée: c'est l'une des solutions à une sortie de crise que la communauté internationale souhaiterait voir acceptées par les deux camps rivaux.

M. Micheletti a toutefois répété son refus d'un retour au pouvoir de M. Zelaya, exigé par les Nations Unies et par l'OEA. Et il n'a pas prévu de rencontrer M. Insulza, puisque l'OEA ne le reconnaît pas comme président, a-t-il souligné.

M. Zelaya a réaffirmé jeudi qu'il rentrerait au Honduras. Il n'a plus cité la date de dimanche, mais elle reste possible, selon le président nicaraguayen Daniel Ortega. Le président équatorien Rafael Correa a proposé vendredi d'accompagner M. Zelaya.

M. Micheletti, qui a de nouveau menacé M. Zelaya d'une "arrestation immédiate" s'il revenait, a fait approuver par le Congrès la suspension de certaines libertés constitutionnelles pendant le couvre-feu prolongé jusqu'à la fin de la semaine, notamment les droits d'association, de réunion, de mouvement ou de sortie du territoire.

Les ambassadeurs de France, d'Espagne et d'Italie - seuls pays européens avec l'Allemagne représentés à ce niveau à Tegucigalpa - ont été "rappelés pour consultations". L'ambassadeur allemand est parti à la retraite récemment et son successeur "ne sera nommé qu'à la lumière de l'évolution de la situation", selon Berlin.

Les pays d'Amérique centrale et les gouvernements de gauche du Venezuela, de Cuba, d'Equateur, de Bolivie et du Nicaragua ont annoncé une mesure similaire. La Colombie a suivi.

La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont confirmé le gel de leurs lignes de crédit au Honduras. Un total de 300 à 450 millions de dollars d'aide financière internationale sont gelés, selon la ministre des Finances de M. Zelaya, Rebeca Santos.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé la suspension de l'envoi de pétrole au Honduras, qui bénéficie d'un accord de coopération énergétique avec Caracas.

Toutefois, le Salvador a annoncé la réouverture au commerce de sa frontière avec le Honduras, après une fermeture de 48 heures, décidée aussi par le Guatemala et le Nicaragua, les autres membres du Groupe Centraméricain-4 (CA-4).

Les deux camps ont continué à manifester vendredi, comme la veille. Un défilé de plusieurs milliers de partisans de M. Zelaya a démarré dans la capitale, tandis que M. Micheletti s'adressait à une foule comparable devant la Présidence.

Jeudi, l'armée avait tiré sur des partisans du président destitué à San Pedro Sula, la capitale économique, dans le nord du pays, faisant au moins deux blessés, selon une députée pro-Zelaya.